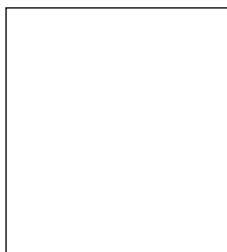


# REFLUX D'EMPIRES, TERRES PROMISES



N° 1235 - Janvier-février 2002 - 5

FLUX ET REFLUX



par **Rochdy Alili**,  
historien

*Si au cours du dernier millénaire, les migrations de retour sont nombreuses, elles sont rarement volontaires. Ceux qui retournent n'ont pas souvent le sentiment de rentrer chez eux. Des empires jadis expansionnistes s'atrophient, tandis que d'autres s'étendent ou que des États s'émancipent et que des guerres éclatent. Toujours les populations sont ballottées, déplacées au gré des courants de l'histoire, de traité en expulsion, d'agression en vengeance, d'occupation en libération.*

Celui qui s'exila un jour peut se poser la question de son retour à son lieu de départ. Sauf à être parti avec l'idée de revenir dès que possible, ou à se trouver d'excellentes raisons, il ne rentre pas, à moins qu'on ne l'y contraigne. Mais l'histoire intervient, des volontés travaillent. Les descendants de celui qui est parti de chez lui pour survivre, pour se tailler une place dans un empire ou parce qu'il cédait à la force, "retournent" un jour au pays de l'aïeul. Ils y retournent parce qu'on les chasse, parce qu'ils ont compris qu'ils ne pouvaient demeurer sans danger, parce qu'ils n'ont plus rien à faire avec les nouveaux maîtres du pays où ils ont vécu et qu'ils se sentent plus proches du pays d'où leur ancêtre est venu. Ils y retournent aussi parce qu'ils l'ont voulu et que l'occasion leur en est enfin donnée. Il convient de rappeler, au moins dans ses grandes masses ou pour quelques épisodes exemplaires, l'histoire des principales de ces migrations, reflux imposés par l'histoire ou entreprises toujours rêvées et enfin accomplies.

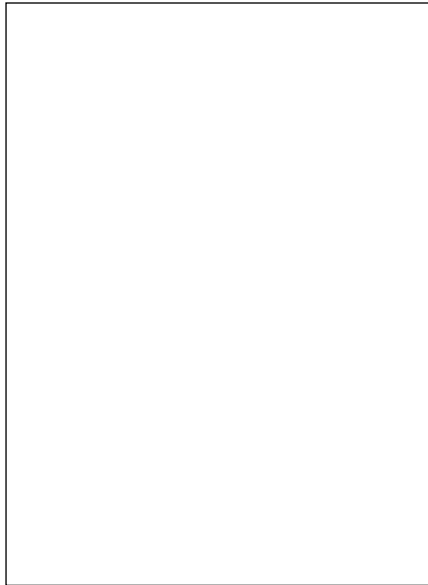
Les retraits d'empires sont l'occasion de ces retours, de ces immigrations au sens où l'entend l'éthologie, c'est-à-dire des replis accomplis par des espèces particulières en un lieu, pour y survivre après aventures lointaines et tribulations. Les empires islamiques ayant touché l'Europe ont connu de ces tribulations et les premiers retours de musulmans en terre musulmane, pour y survivre selon des valeurs que l'on souhaitait conserver, sont ceux des habitants de la péninsule Ibérique et des îles de la Méditerranée. Leur migration est difficilement quantifiable, mais elle a eu lieu à partir du moment où l'Europe du XI<sup>e</sup> siècle pousse son avantage et impose la souveraineté chrétienne à toutes les terres du continent. Ainsi, des musulmans, refusant d'accepter cette souveraineté, retournèrent régulièrement en terre d'islam, depuis le XI<sup>e</sup> siècle, où la Sicile leur échappe définitivement, jusqu'au XIII<sup>e</sup>, où l'Espagne devient quasi exclusivement chrétienne. D'autres sont renvoyés par les nouveaux maîtres, depuis

le XIII<sup>e</sup> siècle, où les musulmans de Malte et des Baléares sont chassés, jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle, où les morisques, catholiques descendants de musulmans convertis, sont expédiés par bateau vers le Maghreb. Retournaient-ils chez eux, revenaient-ils au pays de leurs ancêtres ? Peut-être, en ce qui concerne les descendants de Berbères ou d'Arabes. Certainement pas pour la majorité, autochtones espagnols, juifs, chrétiens ou païens convertis à l'islam. L'épisode est exemplaire, il fut une migration non négligeable.

## REFLUX DES POSSESSIONS OTTOMANES

Plus récent, le reflux de l'Empire ottoman, en place depuis plus d'un demi-millénaire, est un événement non encore digéré. Les "retours" y sont liés à l'émergence des États-nations balkaniques et à l'extension de l'empire tsariste. Pour le tsar, il faut étendre la Sainte Russie dans les terres non encore dominées par l'orthodoxie, et le *Dar al-islam* ("maison de l'islam") est à de proches frontières. Ainsi colonise-t-il à ses portes ; l'extension du XIX<sup>e</sup> siècle est à la fois une entreprise coloniale et quelque chose qui ressemble à la *Reconquista* espagnole. Il y a la mer Noire d'abord, et la Crimée musulmane des Tatars et des khans moghols Giray y régnant depuis le XV<sup>e</sup> siècle. Catherine II l'atteint dans les années 1770 par les plaines du Don pour l'annexer définitivement en 1783. Dès lors, retournent vers l'espace ottoman des Balkans ou d'Anatolie entre 300 000 et 500 000 Tatars de Crimée peu désireux de vivre sous tutelle russe. Il en demeure cependant car la tsarine n'a pas été persécutrice. Les descendants de ces casaniers seront déportés en Asie centrale par Staline en 1944, au prétexte d'avoir collaboré avec les Allemands. Un demi-siècle après, les survivants ou leurs enfants peuvent rentrer dans une Crimée devenue ukrainienne à la fin de l'ère glaciaire dénommée soviétique.

Comme en Espagne médiévale, le chrétien pousse son avantage. Une autre alarme est l'indépendance de la Grèce, au Traité de Londres de 1830. Un mouvement de retour vers des terres d'islam commence alors. Dans le Caucase, investi dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, les foudres de l'armée russe font des conquêtes et poussent à des fuites vers le *Dar al-islam*. Des musulmans de la moyenne Volga et d'Asie centrale croient bon aussi de retourner vers des terres islamiques. Ainsi, 700 000 à un million de Turcs d'un espace devenu russe retournent dans les terres ottomanes de la Roumélie, de l'Anatolie, de la Syrie-Palestine et de l'Irak pendant les trois premiers quarts du XIX<sup>e</sup> siècle. Certains de leurs descendants du Caucase, Karatchaï, Tchétchéno-Ingouches, Meskhets de Géorgie connaîtront en 1944 le



Un numéro de la revue  
du HCR, *Citizen*, traitant  
des Tatars de Crimée.

sort des Tatars de Crimée, mais d'aucuns pourront retourner dans leurs montagnes d'origine à la mort de Staline.

Pour les Balkans ottomans, un flot massif de retours commence à la conclusion de la guerre russo-turque de 1877, au Traité de Berlin de 1878, qui mène 400 000 musulmans à regagner ce qui reste de l'Empire ottoman. Par la suite, les deux guerres balkaniques de 1912-1913, le déclenchement de la Grande Guerre font retourner 240 000 Turcs en terre d'islam, essentiellement en Anatolie. La défaite ottomane à l'issue de ce conflit est totale. Les conditions fixées par le Traité de Sèvres de 1920 sont draconiennes pour la Turquie. Les militaires et les nationalistes ne l'acceptent pas ; Mustapha Kemal entre en révolte contre ce

qui est une mise sous tutelle et une présence quasi coloniale des Grecs installés en masse, depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle, autour de Smyrne. Il est vainqueur et le Traité de Lausanne de 1924 oblige à un retour massif de populations vers leurs lieux d'origine.

C'est le départ vers la Grèce d'un million et demi de colons, premier retour d'une population européenne expatriée vers son continent initial. Quant aux Turcs de Grèce, ils sont presque 385 000 à revenir dans la nouvelle République turque. Entre 1923 et 1933, 100 000 Turcs de Bulgarie, 100 000 Turcs de Yougoslavie et 30 000 de Roumanie font de même. À l'issue de cette décennie, le flot se calme pour se renforcer un moment à l'installation de régimes communistes dans les Balkans, au terme de la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, de 1933 à 1960, 87 000 Turcs rentrent de Roumanie, 160 000 de Yougoslavie et 273 000 de Bulgarie. Ce dernier pays, le plus stalinien, contraint au retour plus de 150 000 Turcs bulgares en 1951, pour créer des difficultés à la Turquie, engagée dans la guerre de Corée aux côtés des États-Unis. Par la suite, les retours se ralentissent. Le reflux massif de musulmans d'Europe vers des terres d'islam est achevé.

## RETOURS DES COLONIES

Deux autres migrations commencent. La première est importante, c'est le retour vers l'Europe, après les décolonisations, d'Européens habitant les possessions constituées pendant la phase initiale, colonisatrice et migratoire, de l'europanisation de la planète. On n'en parle guère. La deuxième est celle des habitants de ce que



N° 1235 - Janvier-février 2002 - 7

FLUX ET REFLUX

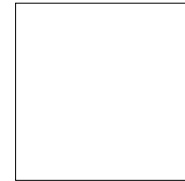
l'on nomme le tiers-monde, arrivés en Europe comme travailleurs ou réfugiés, y compris même dans les fourgons des Européens revenus de leurs terres coloniales. On en parle.

De la première migration, l'exode des Grecs de l'Anatolie à la victoire de Mustapha Kemal en 1923 a pu présenter un prélude, même si les Grecs ne possédaient pas de colonie au sens exact du terme. Il convient d'admettre le chiffre d'un million et demi de ces Grecs. C'est considérable : le chiffre des populations européennes revenues en Europe entre 1941 et 1980, toutes nations confondues, est estimé entre 6 millions et 8,5 millions, soit 10 millions si l'on y ajoute ces Grecs du début du siècle.

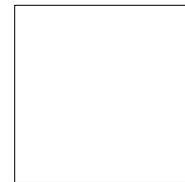
C'est un reflux migratoire de ce qui a été un phénomène majeur, commencé à l'époque des grandes découvertes et considérablement accentué à celle des premières industrialisations : la migration de 65 millions d'Européens vers les autres continents.

L'essentiel a peuplé les Amériques, et les États-Unis en particuliers. De ces continents, peu sont revenus sur leurs terres d'origine. Un projet porté par les Européens, et eux seuls, était le ciment de leur identité dans ces nouvelles terres. Les autochtones n'en avaient guère d'autre que reproduire leur mode de vie ancestral, incapable de résister à la pression des envahisseurs. Les populations d'esclaves noirs étaient déjà, par leur travail, incluses dans ce projet et cherchaient à se libérer pour y participer autrement. Une excroissance de l'Europe a été ainsi créée dans les Amériques. Très mâtinée de cultures locales au sud du continent, elle est quasi indemne de métissage dans le *melting pot* des États-Unis où le mélange s'est fait surtout entre Européens jusqu'à ces dernières décennies.

Il n'en a pas été de même pour les colonies d'exploitation ou de peuplement en Asie et surtout en Afrique, où le reflux migratoire européen fut important dans les possessions des sept nations colonisatrices. Les premiers retours sont ceux des Italiens. Le second conflit mondial donne le branle : le maréchal gouverneur général de la Libye envoie une dizaine de milliers d'enfants se réfugier en Italie à la déclaration de la guerre. Beaucoup de coloniaux feront de même lorsque les tensions monteront. La mise à l'abri en métropole des populations les plus faibles, avant les exodes massifs, sera au moins une possibilité de ceux qui en ont les moyens. Ensuite, les défaites italiennes vident la Libye, l'Éthiopie, l'Érythrée et la Somalie ; 100 000 soldats sont prisonniers au Kenya et en Afrique



*Du fait de la conception britannique de la nationalité, il y eut trois fois plus d'autochtones de l'Empire "retournés" en Grande-Bretagne que de rapatriés européens.*



du Sud. Entre 1942 et 1943, 30 000 civils regagnent l'Italie en bateaux depuis la corne de l'Afrique ; 5 000 Italiens de Tunisie sont expulsés en 1945, et 50 000 qui vivaient en Égypte retournent au pays.

## **INDÉPENDANCES ET REFLUX POST-COLONIAUX**

Vient alors le temps des indépendances et des nationalisations. L'Égypte et la Tunisie continuent à se vider de leurs Italiens. Les 13 000 qui étaient restés en Libye sont expulsés à l'arrivée de Kadhafi, en 1969. Une autre révolution chasse les derniers 3 000 Italiens d'Éthiopie en 1974. Ainsi un demi-million d'Italiens serait retourné en Europe en une trentaine d'années. Parallèlement, des populations autochtones – des collaborateurs militaires ou administratifs, des conjoints indigènes aussi – ont vécu cet exil. Pour l'Italie, le phénomène est minime puisqu'à peine 7 % de non-Européens ont gagné le pays à la faveur de ces retours.

Il n'en est pas de même pour le plus grand empire colonial de la planète, l'Empire britannique, qui administra ses possessions avec un minimum d'Européens. Quant à ses zones de peuplement d'Afrique australe, elles n'ont pas subi d'exode massif, puisque demeurées longtemps sous pouvoir blanc. Au demeurant, lorsque des départs s'effectuaient d'un pays, ils n'aboutissaient pas nécessairement dans la métropole, mais le plus souvent dans un autre pays du Commonwealth. On ne compte ainsi que 500 000 à 700 000 retours de Britanniques vers leurs îles d'origine. C'est peu au vu de leur empire. En revanche, et c'est une particularité de la Grande-Bretagne liée à sa conception de la nationalité, il y eut trois fois plus d'autochtones des possessions anglaises "retournés" en Angleterre que de rapatriés européens, et une véritable migration Sud-Nord a été induite directement par le reflux post-colonial britannique.

Le phénomène est semblable pour les Pays-Bas et leur principale possession, l'Indonésie. L'aventure est ici rude. Commencée par l'invasion japonaise, elle continue avec l'indépendance de 1949 et finit en 1957, lors de la crise entre l'Indonésie et l'ancien colonisateur. La population européenne est de 80 000 âmes en 1945, les trois quarts nés dans la colonie. Plus de la moitié retourne en Hollande après la guerre. D'aucuns vont vers l'Afrique du Sud, mais beaucoup demeurent. Un nouvel apport de militaires, d'administrateurs et de nouveaux colons renforce la population européenne, au point que 70 000 personnes devront être rapatriées à l'indépendance. Ceux qui demeurent après cette date sont expulsés par l'Indonésie en 1957.



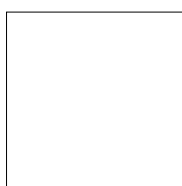
Parallèlement, un nombre difficile à déterminer d'Eurasiens, nés de couples mixtes et jouissant de la nationalité hollandaise, est pris dans le tourbillon. Ils tentent de vivre dans l'Indonésie indépendante ou dans la Nouvelle-Guinée demeurée hollandaise mais doivent progressivement partir vers les Pays-Bas en plusieurs étapes, pendant les années cinquante. Des auxiliaires militaires des Moluques, pris au piège à Java à l'indépendance, doivent aussi, malgré eux, entrer dans le flot. Si l'on ajoute à cela les Surinamiens et les Antillais, colonisés néerlandais d'autres cieux et bénéficiaires de la nationalité hollandaise, on peut estimer que le chiffre des autochtones et métis divers drainés par le reflux de la migration coloniale hollandaise représente le tiers de celui des colons européens.

## DÉPARTS MASSIFS D'AFRIQUE

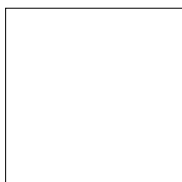
Quant à la France, dans les décennies d'après-guerre, deux millions de Français résident dans ses colonies. La moitié est en Algérie, 400 000 sont au Maroc, 180 000 en Tunisie, 150 000 en Afrique noire et 45 000 en Indochine. Le reflux de femmes et d'enfants s'amorce dès que la situation se tend. Il est massif aux indépendances puis s'atténue, avec des pointes lorsque les économies sont nationalisées dans les nouveaux pays ou lors de crises avec l'ancien colonisateur. Globalement, les premiers retours proviennent d'Indochine, d'où rentrent 35 000 personnes après 1954, dont plus de 5 000 Eurasiens. Du Maroc et de la Tunisie, indépendants en 1956, ne vient pas un reflux massif et immédiat mais, fin 1961, 140 000 personnes sont rentrées de Tunisie, surtout après la crise de Bizerte, soit 70 % des Européens. Ils sont 170 000 à rentrer du Maroc, dans le même temps, soit 40 %. Le début des années soixante voit l'indépendance des États d'Afrique noire, dont seule la Guinée renvoie ses 5 000 Européens. Pour le reste, ceux-ci ne refluent pas en masse de ces régions.

Il n'en est pas de même pour la colonie de peuplement qu'est l'Algérie. De là reviennent environ 25 000 personnes par an du début de la guerre jusqu'à l'indépendance. Au cours de l'année 1962 s'accomplissent 650 000 retours, puis 150 000 dans les cinq ans qui suivent. Pendant ce temps, de 1962 à 1967, 63 000 Européens continuent à arriver du Maroc et 30 000 de Tunisie. La population française du Maghreb est donc réduite à presque rien. Parmi les migrations d'autochtones induites par ce reflux, il faut mentionner celle de 225 000 juifs, 125 000 d'Algérie, 65 000 de Tunisie et 35 000 du Maroc. Il ne faut pas oublier non plus les 150 000 à 200 000 supplétifs musulmans de l'armée française, appelés harkis.

Enfin, dernier en date des grands reflux migratoires européens, celui des Portugais. Il commence avec l'annexion des comptoirs des Indes par l'Union indienne en 1962. Il prend un aspect massif à l'indépendance, au milieu des années soixante-dix, de l'Angola, du Mozambique, du Cap-Vert, de la Guinée-Bissau et des îles São Tomé et Príncipe, ainsi que de l'île indonésienne de Timor. Partout, les retours, en majorité de colons installés récemment, se font dans l'année de l'indépendance et ils ont pu concerner entre 400 000 et 500 000 personnes. Comme dans d'autres colonies, ils ont commencé avant, et ils continuent les années suivantes selon des rythmes moins soutenus.



*Les populations de retour ont fréquemment représenté un apport technique et culturel, un esprit créatif et pionnier qui a profité aux pays dans lesquels elles sont arrivées.*



L'autre colonisateur ibérique, l'Espagne, ne possède plus grand-chose au XX<sup>e</sup> siècle. Les quelque 180 000 Européens de Guinée équatoriale, du Maroc espagnol, d'Ifni et du Rio de Oro, souvent militaires et administrateurs, rentrent en bon ordre dans la métropole au fur et à mesure des indépendances. Il faut y ajouter les 35 000 Espagnols d'Algérie, qui vont en France ou en Espagne, et les 48 000 Espagnols du Maroc, rentrés à l'indépendance ou après les mesures de marocanisation de l'économie.

Mentionnons pour terminer les 150 000 Européens du Congo belge et du Rwanda-Urundi. Les trois quarts sont belges mais

il y a aussi des Italiens, des Portugais, et une communauté de juifs grecs. Au fur et à mesure des troubles du début des années soixante, des rapatriements vers la Belgique furent organisés. Un certain nombre de Belges, surtout néerlandophones, émigra vers l'Afrique du Sud, les juifs grecs allèrent en Belgique et quelques centaines de métis de Congolaises et de Belges purent y venir aussi, grâce à une association vouée à leur protection, l'APPM (Association pour la protection des mulâtres).

Quant à ce que nous pourrions appeler les retours volontaires, accomplis par des gens qui se sont acharnés à faire aboutir une entreprise longtemps rêvée et considérée comme une sorte de revanche symbolique, ils sont moins nombreux et concernent des populations moins importantes. Il y a pourtant l'exemple du "retour" en Israël d'un tiers, aujourd'hui, de la population juive du monde. Il y a les cas, plus exemplaires que déterminants, de deux nations qui se sont constituées à partir de colonies créées par des esclaves noirs revenus en Afrique.

## LE MYTHE D'ERETZ ISRAËL

Le judaïsme entretient une tension structurante entre éloignement et retour. Espérer la terre promise, rêver de Sion depuis Babylone et d'Eretz Israël depuis toutes les terres de la diaspora, constitue

depuis des siècles une espérance spécifique. Pourtant, ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que les précurseurs du sionisme envisagent les communautés juives comme un peuple, porteur d'une identité susceptible de vivre en tant que nationalité. C'est l'époque du concept de la nation, celle où les entreprises de colonisation de peuplement se multiplient. En conséquence, sous l'impulsion de Theodor Hertzl, se constitue, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un projet sioniste cohérent. Il y est question d'unir les juifs d'Europe en leur inculquant un vrai sentiment national, d'aider des entreprises de colonisation juive en Palestine et d'entreprendre des démarches diplomatiques pour porter l'idée au niveau international et obtenir le soutien des grandes puissances.

On sait le succès de cette stratégie auprès de la Grande-Bretagne, la transformation progressive en quasi-colonie ou en émirats arabes protégés de territoires, là encore, de l'Empire ottoman. On sait la marche du rêve sioniste jusqu'à la création, en Palestine musulmane, d'un État permettant aux juifs de disposer du monopole de la violence légitime, oublié depuis les anciens royaumes bibliques. Tout cela avait émergé d'une mixture où s'étaient amalgamés l'idéologie nationale, le projet colonial, soutenu par des financiers efficaces, la diplomatie internationale et surtout le mythe du retour à Sion, capable de donner l'illusion que l'on "rentrait chez soi" à presque deux mille ans de distance.

Ce mythe prend, au début des années cinquante, après la création de l'État hébreu, la force de lois qui permettent à tout juif du monde d'émigrer en Israël et d'y bénéficier immédiatement de la nationalité du pays.

À ce moment, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où l'on comptait en Palestine 25 000 juifs venus accomplir l'*aliya* (émigration spirituelle), il s'est installé et légitimé, grâce à la puissance symbolique du mythe du retour à Sion, une vraie population dans ce qui est historiquement une colonie de peuplement européenne. Les juifs arrivent de pays où leur sort n'est guère enviable et peuvent apparaître comme des réfugiés revenant chez eux depuis des terres où ils ne peuvent plus demeurer. Ils viennent de Russie jusqu'en 1914, de Pologne dans les années vingt et d'Allemagne dans les années trente. Puis, jusqu'à la création d'un État, en 1948, le mouvement continue. C'est à partir de cette date que, pendant plus de vingt-cinq ans, de fortes vagues, d'environ 60 000 personnes par an en moyenne, contribuent à peupler Israël.

Le mythe du retour fonctionne sans doute à plein pour les immigrants car ce ne sont pas systématiquement des



L'écrivain hongrois Theodor Herzl.  
fondateur du sionisme.



juifs chassés qui arrivent dans le pays. C'est certes l'époque de l'immigration des juifs yéménites, des juifs d'Iraq et des juifs du Maghreb, surtout marocains, mais c'est aussi celle des juifs d'une Europe et d'une Amérique où l'antisémitisme est enfin devenu inacceptable. Au milieu des années soixante-dix et jusqu'à la chute du Mur de Berlin, c'est la seule fascination du retour qui fonctionne et, sauf cas exceptionnel, entre 12 000 et 25 000 juifs "rentrent" par an en Israël. Dès la fin des années 1980, le "retour" des juifs d'URSS, incontestablement poussés par l'inconfort de leur position dans l'Union soviétique moribonde, fait doubler le chiffre des arrivées, le fait exploser à presque 200 000 par an en 1990 et 1991 pour finalement atteindre une moyenne entre 70 000 et 80 000 pendant le reste de la décennie.

Ainsi, du mythe à l'idée, de l'idée au projet et du projet à sa réalisation, le retour constamment rêvé depuis le début de la diaspora s'est accompli en à peine un demi-siècle. Aujourd'hui, près d'un tiers des populations juives du monde vit en Israël, alors qu'il y en avait à peine 2 % en Palestine en 1939. Ce retour aura été sans doute le seul vraiment volontaire de tous ceux que nous avons évoqués. Il fut fondé sur une légitimité symbolique et non contraint par le glissement classique de frontières d'empires. On pourrait y relever la force du rêve dans la création politique et s'en réjouir, si le rêve des uns n'avait provoqué le cauchemar des autres.

## MIGRATION ET RETOUR DES ESCLAVES

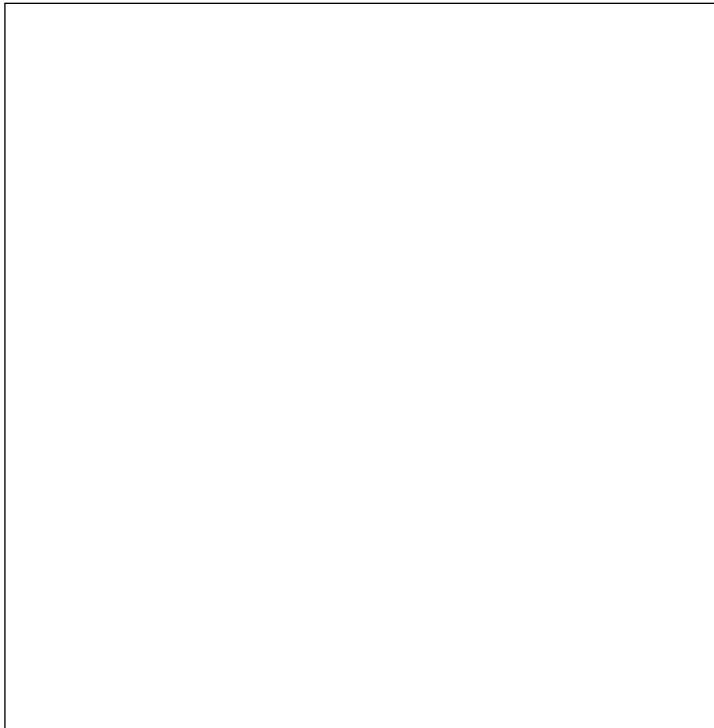
Enfin, nous évoquerons le retour, apparemment volontaire, d'esclaves noirs vers l'Afrique<sup>(1)</sup>, à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Tout débute en 1772, lorsque les adeptes anglais de l'abolitionnisme incitent le ministre de la Justice à accorder la liberté à tout esclave réfugié en Angleterre. Dès lors, de nombreux fugitifs arrivent des colonies anglaises d'Amérique. À l'indépendance des États-Unis, des soldats noirs ayant combattu aux côtés des Anglais doivent être ramenés dans les îles britanniques. Tous sont sans ressources et les abolitionnistes créent une association pour organiser leur retour en Afrique.

C'est ainsi qu'arrive en Sierra Leone, en 1787, un groupe de 350 anciens esclaves vite décimé par les maladies. En 1792, un nouveau débarquement d'un millier d'affranchis commence à constituer un embryon de population autour de ce qui deviendra Freetown. Par la suite, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'arrivée régulière de Noirs évadés de la Jamaïque renforce la colonie. Enfin, le dernier apport est celui des esclaves repris par la marine anglaise, après l'interdiction de la traite, aux navires négriers venus du golfe du Bénin. Ce n'est donc pas pour ces derniers un retour, mais une migration forcée et fortuite de la

1)- Voir aussi, à ce sujet, l'article de Christine Tully-Sitchet, p. 72.

boucle du Niger à la côte guinéenne. Tout ce monde finit par s'unir, parle une *lingua franca*, le krio, qui permet aux divers groupes de communiquer. À la fin des fins, les colons, jouissant des droits de tout sujet britannique, arriveront non sans mal à entrer dans un destin commun avec les populations de l'intérieur sous protectorat britannique, et la Sierra Leone obtiendra son indépendance en 1961.

Au sud-est, le Liberia fut aussi créé par des esclaves noirs revenus d'Amérique, encouragés par une association philanthropique anglo-saxonne, l'*American Colonization Society*, constituée en 1816. Des concessions sont achetées par cette dernière à des chefs locaux sur la côte dite des Graines et, en 1824, 181 colons noirs s'installent à l'emplacement de Monrovia, du nom du président des États-Unis, James Monroe. De nouvelles implantations se créent et il y aura, jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, plus de 16 000 retours du Sud des États-Unis. Presque 6 000 *recaptives* repris aux navires négriers s'y ajoutent, et les divers groupes se fédèrent en 1839, sous le nom de *Commonwealth of Liberia*, sous contrôle de la même Société américaine de colonisation, avant l'indépendance, accordée en 1847. Jusqu'au début des années 1980, les Afro-Américains d'origine, aujourd'hui au nombre de 80 000 sur trois millions d'habitants, ont monopolisé la vie politique, l'armée et l'économie. Malgré des réformes, malgré des mariages mixtes, ils ont toujours constitué une



Le président du Liberia,  
Joseph Jenkins Roberts,  
arrivant à Monrovia  
en janvier 1849, au retour  
d'un voyage en Angleterre  
(Coll. Mansell).

élite mal intégrée parmi les autres populations. Ils ont fini par faire l'objet d'un rejet de la part des autochtones, et en 1980, un coup d'État a renversé le président afro-américain William Tolbert, faisant entrer le pays dans une période de turbulences.

On pourrait donc conclure, au vu de la situation actuelle en Israël, en Sierra Leone et au Liberia, que ces retours volontaires ont créé des États dotés d'institutions plus démocratiques que celles des entités politiques environnantes. Malheureusement ils ont été submergés par une violence extrême, née de l'injustice d'une organisation que l'on peut qualifier de coloniale. Nul ne saurait dire s'il y a là une relation de cause à effet. Il est sûr en tout cas que l'on ne fonde rien de durable sur l'inégalité institutionnalisée.

Quant à conclure sur l'histoire de ces grandes migrations "de retour", il faut bien admettre que c'est un phénomène d'importance. Les déplacements de populations musulmanes d'Europe ottomane ont concerné autour de deux à trois millions de personnes. Ceux des divers colons européens au moins six millions. Enfin, le retour en Israël a concerné, pendant le XX<sup>e</sup> siècle, au moins cinq millions de juifs, suivant des rythmes divers, mais particulièrement accélérés lors de la dernière décennie. Pour le reste, beaucoup d'analyses demeurent encore à opérer sur les modalités spécifiques de ces migrations, leur impact sur le pays d'arrivée, les conséquences dans les pays de départ et bien d'autres considérations encore. Une chose apparaît en tout cas assez souvent, c'est la qualification des populations concernées, des morisques aux pieds-noirs, en passant par les juifs et les Afro-Américains du Libéria, lesquelles populations ont fréquemment représenté un apport technique et culturel, un esprit créatif et pionnier qui a profité aux pays dans lesquels elles sont arrivées. ☪



.....

**Béatrice Verquin**, "Les Français à l'étranger.

D'un 'modèle migratoire colonial' à la circulation des élites"

Dossier *Nouvelles mobilités*, n° 1233, septembre-octobre 2001

**Rochdy Alili**, "Cadres politiques arabo-musulmans et sociétés juives"

Dossier *Minorités au Proche-Orient*, n° 1172-1173,

janvier-février 1994

**Rochdy Alili**, "Les trois religions de l'Espagne.

Rencontre, voisinage et métissage"

Dossier *Métissages*, n° 1161, janvier 1993